

## [Text]

National Health and Welfare is indeed a step in the right direction. It is apparent that Indian health problems are the result of the overall conditions that exist on Nova Scotia Indian communities. If National Health and Welfare is serious about Indian control, then let us, as native people in the communities, prioritize our needs—whether they be cultural, spiritual, social, or economic.

It has been far too long that National Health and Welfare and the Department of Medical Services prioritized and compiled statistics and reports so that each region looks good on paper. Mr. Chairman, sir, let us as native people show you what is lacking in our respective communities. First of all, the Indian health conditions on the Nova Scotia bands are not up to Canadian health standards. Statistics show that there is a higher incidence of teenage pregnancies, sclerosis of the liver, accidents by fire or vehicles. In these areas, most of these are attributed to alcohol and drug abuse. We have children as young as nine years old sniffing gasoline and other solvents, illicit drugs, etc. We also have a large number of family breakdowns. In other words, many health problems. These problems exist all over the country, but it is more evident in our Micmac communities. There has been an increase of diabetes and other chronic diseases.

There are also environmental factors that should be noted and tested, such as chemical spraying of woodlands within the Micmac communities and lakes. This serious problem of spraying on our aboriginal lands, on our own traditional gathering sites, and our hunting, trapping, and fishing locations should not be allowed to continue. This is perhaps an area of the trust responsibility which we have talked about. We have placed trust in the federal government through the Department of Indian Affairs, through our treaties which state, "we shall not be hindered in the pursuit of hunting for game, fish and fur."

Truly, the spraying of woodlands, and hunting and gathering areas for traditional foods and medicines, borders on the breaking of the Treaty of Friendship of 1725, which our forefathers signed in good faith and total trust with the King of England, and of which Canada took on responsibility, assuring that the treaty would not be broken. The federal government, through this Cabinet committee, Mr. Chairman, should now intercede on behalf of the Micmacs of Nova Scotia to ensure that the province of Nova Scotia does not continue to violate our treaty by spraying poisonous chemicals on our yet unsettled aboriginal lands.

In months gone by we have made submissions to a Cabinet committee, specifically to the special committee on the handicapped and disabled. This committee heard submissions from our Indian brothers and sisters across Canada, and the committee heard and noted in their report that environmental pollution was a factor facing 20 Indian communities, involving

## [Translation]

Bien-être social constitue effectivement un pas dans la bonne direction. Il est évident que les problèmes de santé des Indiens sont directement imputables aux conditions de vie qui prévalent dans les collectivités indiennes de Nouvelle-Écosse. Si le ministère de la Santé et du Bien-être désire réellement permettre aux Indiens de gérer eux-mêmes leurs propres affaires, alors qu'ils nous laissent décider, en tant qu'autochtones vivant dans ces collectivités, de la priorité de nos besoins, qu'ils soient culturels, spirituels, sociaux ou économiques.

Cela fait trop de temps que le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social et la Division des services médicaux décident de la priorité de nos besoins et compilent des statistiques et des rapports pour que chaque région soit traitée également. Monsieur le président, laissez-nous vous montrer ce qui manque dans nos collectivités respectives. Tout d'abord, l'état de santé des bandes indiennes de Nouvelle-Écosse ne correspond pas aux normes de santé canadiennes. Les statistiques montrent que le nombre de grossesses d'adolescentes est plus élevé, que le taux de sclérose du foie est plus élevé ainsi que le nombre d'accidents automobiles et d'incendies. Dans ce domaine, la plupart de ces accidents sont imputables à l'alcool et aux drogues. Des enfants de neuf ans reniflent de l'essence et autres produits solubles, se droguent et ainsi de suite. Le nombre de divorces est élevé. En d'autres termes, les problèmes de santé sont nombreux. Ces problèmes existent partout dans le pays, mais sont particulièrement évidents dans nos collectivités Micmacs. Le taux de diabète augmente ainsi que celui d'autres maladies chroniques.

A cela il faut ajouter des facteurs écologiques tels que la pulvérisation chimique des forêts dans les collectivités et lacs Micmacs. Il faudrait mettre un terme à la pulvérisation de nos terres ancestrales, de nos lieux de rencontres traditionnels, de nos lieux de chasse, de piégeage et de pêche. Cela tombe peut-être sous le coup de cette responsabilité dont nous avons parlé tout à l'heure. Le gouvernement fédéral est notre mandataire par l'intermédiaire du ministère des Affaires indiennes et par l'intermédiaire des traités que nous avons conclus et qui stipulent: «la chasse au gibier, aux animaux à fourrure et la pêche ne seront pas interdites».

Or, la pulvérisation des forêts, la chasse et la cueillette de plantes et de produits ayant un pouvoir de guérison équivalent presque à la violation du traité d'amitié de 1725 que nos ancêtres ont signé en toute bonne foi et en accordant leur confiance totale au roi d'Angleterre, le Canada ayant repris cette responsabilité et devant s'assurer du respect de ce traité. Le gouvernement fédéral, par l'intermédiaire de ce Comité, monsieur le président, devrait maintenant intercéder en faveur des Micmacs de Nouvelle-Écosse en vue de s'assurer que la province de Nouvelle-Écosse ne continue pas d'enfreindre notre traité en pulvérisant nos terres ancestrales non colonisées avec des produits chimiques dangereux.

Ces derniers mois, nous avons présenté des mémoires à un comité du Cabinet et pour être plus précis au Comité spécial sur les invalides et handicapés. Ce comité a entendu les témoignages de nos frères indiens et de nos soeurs indiennes du Canada et dans son rapport, le Comité a noté que la pollution de l'environnement touchait 20 collectivités indiennes, c'est-à-